

TABLE DES MATIERES

1.	DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1	Objet	3
1.2	Contexte	3
1.3	Modalités d'application.....	3
1.4	Organisation et responsabilité	3
1.5	Contrôle.....	3
1.6	Formalisation.....	4
	En phase préparation de chantier	4
	En phase travaux	4
	En phase réception.....	4
1.7	Relation avec le CSPS.....	4
2.	Approvisionnement local et responsable.....	5
2.1	Bois	5
2.2	Autres matériaux de construction.....	5
3.	Gestion des déchets de chantier	6
3.1	Déchets de démolition	6
3.2	Réduction des déchets à la source	6
	Calepinage	6
	Réduction des emballages.....	6
	Réservation.....	6
	Terrassement.....	6
3.3	Filières locales / traitement des déchets de chantier	7
3.4	Filières locales / traitement des déchets d'activités	7
3.5	Tri et valorisation des déchets	8
3.6	Signalétique	8
3.7	Stockage des déchets	9
3.8	Elimination des déchets	11

3.9	Traçabilité	11
4.	Réduction des nuisances et pollutions	12
4.1	Bruit	12
	Matériel et équipement	12
	Horaire et circulation.....	12
4.2	Protection du sol et des eaux	13
4.3	Prévention de la pollution atmosphérique	13
4.4	Clôture	13
4.5	Protection de la faune et la flore.....	14
5.	Suivi des impacts du chantier	15
5.1	Consommation d'énergie	15
5.2	Consommation d'eau	15
6.	Sensibilisation et information	16
6.1	Sensibilisation du personnel.....	16
6.2	Information du voisinage	16
7.	Sanctions	18
8.	Engagement.....	20
9.	Exemple de SOGED	21
1)	PREAMBULE.....	21
2)	OBJECTIF DU SOGED	21
3)	CONTEXTE LEGISLATIF	21
4)	ORGANISATION DU DOCUMENT ET OBJECTIFS DE VALORISATION	22
5)	GESTION DES DECHETS.....	22
6)	ANNEXES.....	27
10.	ANNEXE 1 : Exemple de tableau de prévision des déchets de chantier.....	28
11.	ANNEXE 2 : BSD Déchets Dangereux (DD).....	29
12.	ANNEXE 3 : Exemple BSD Déchets Non Dangereux (DND).....	30

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet

La charte « chantier propre » dite aussi « charte chantier à faibles nuisances » a pour objectif de fixer les **règles et obligations** imposées à tous les acteurs qui interviennent dans l'opération de construction Hôpital de Jour et Centre Médico-Psychologique de psychiatrie et pédopsychiatrie.

Cette charte traduit la volonté du maître d'ouvrage à limiter les impacts négatifs d'un chantier sur l'environnement et à améliorer les conditions sanitaires du personnel.

1.2 Contexte

Le programme souhaite notamment suivre une démarche environnementale en s'inspirant des thématiques du référentiel HQE « Etablissement de santé » indice 2008.

1.3 Modalités d'application

La charte « chantier propre » est un **document contractuel** co-signé par tous les intervenants de l'opération : la maîtrise d'ouvrage et ses assistants, l'équipe de maîtrise d'œuvre, l'entreprise et ses sous-traitants, les fournisseurs et les prestataires, y compris les récupérateurs et éliminateurs des déchets.

Les exigences de la charte « chantier propre » prolongent les obligations réglementaires. Elles ne peuvent pas faire obstacle aux lois et décrets d'application nationale et aux arrêtés ministériels, préfectoraux ou municipaux.

1.4 Organisation et responsabilité

Pour la présente opération, la coordination et la responsabilité de l'application de la charte « chantier propre » sont attribuées à l'entreprise du lot 1 s'occupant de la base vie qui nommera le « Responsable Environnement ». Il sera l'interlocuteur unique du maître d'œuvre pour les aspects environnementaux durant toute la période de chantier.

Chaque autre entreprise sous-traitante nomme un « Monsieur Environnement »¹ qui est le correspondant privilégié du « responsable Environnement ».

1.5 Contrôle

Le contrôle de la bonne exécution de la charte « chantier propre » est de la responsabilité de la **maîtrise d'œuvre d'exécution**.

Cette disposition ne fait pas obstacle à d'autres contrôles qui peuvent être exercés directement par le maître d'ouvrage et ses assistants, et aux auditeurs dans le cas d'une certification.

¹ La désignation de « Monsieur Environnement » correspond à une fonction ; cette tâche doit être dévolue à une personne de l'entreprise présente sur le chantier.

1.6 Formalisation

En phase préparation de chantier

Le « Responsable Environnement » doit assurer les tâches suivantes :

- Réaliser le SOGED (Suivi et Organisation de la Gestion des Déchets), et le mettre à jour, à minima à la fin du chantier ;
- Réaliser le PAE (Plan d'Assurance Environnement) ;
- Réaliser un PIC (Plan d'Installation de Chantier) en cohérence avec les préconisations de la charte ;
- Décrire les économies d'énergies mises en place dans les cantonnements et dans la base vie ;
- Fournir le livret d'accueil ;
- Etablir un planning acoustique sur toute la durée du chantier ;
- Indiquer le ou les centres de tri sélectionnés, avec leur attestation de valorisation correspondantes (indiquant le type de traitement et le taux de valorisation).

En phase travaux

Le « Responsable environnement » ouvre un **registre** « chantier à faibles nuisances » qui réunit toutes les informations sur le déroulement de ce dernier. En particulier, ce registre contient :

- La charte définitive « chantier à faibles nuisances », signée par le responsable environnement et ses cotraitants ;
- Le livret d'accueil soumis aux compagnons ;
- Le PIC (Plan d'installation de chantier) ;
- Le nom et les coordonnées du « Responsable Environnement » (inclus au PAE) ;
- Les comptes rendus environnementaux, de la MOE et/ou de l'AMO ;
- Les noms et coordonnées de tous les « Monsieur Environnement » ;
- L'attestation de valorisation du ou des centres de tri ;
- Le tableau de valorisation des déchets, fourni par le centre de tri ;
- Les fiches des données de sécurité des produits dangereux (GHS, anciennement FDS) ;
- Les relevés hebdomadaires de consommation d'eau et d'électricité ;
- Les consommations diverses (fioul, huile...) ;
- La formalisation des sensibilisations à l'environnement, dûment émargée ;
- Les incidents et/ou accidents relevés au cours des travaux et les correctifs apportés ;
- Les éventuelles doléances du voisinage et leur traitement ;
- Le SOGED (Suivi et Organisation de la Gestion des Déchets) ;
- Le PAE (Plan d'Assurance Environnement)

En phase réception

Lors de la réception du chantier, **la Maîtrise d'ouvrage** et le « Responsable Environnement » réalisent un **Bilan de chantier** qui synthétise les points forts et les points faibles du déroulement de l'opération.

En particulier, le « Responsable Environnement » devra fournir le bilan du suivi des consommations d'eau et d'énergie, des déchets de chantier.

1.7 Relation avec le CSPS

Les dispositions de la charte « chantier à faibles nuisances » ne peuvent pas être en contradiction avec le respect des conditions de sécurité et d'hygiène. Cette évidence nécessite une harmonisation des exigences entre le « Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé » et le « Responsable Environnement ».

2. Approvisionnement local et responsable

2.1 Bois

Dans le cadre d'une politique d'éco-fourniture, le bois utilisé sur chantier devra, dans la mesure du possible, être d'origine légale (que ce soit au niveau de la plantation, de la coupe ou de la commercialisation). Cette demande inclut le bois utilisé dans le projet ainsi que le bois utilisé comme ouvrage provisoire (coffrage, cale, bois de palette...).

Ce paragraphe concerne toutes les entreprises susceptibles d'utiliser ou de se fournir en bois.

Il est demandé que le bois possède un label FSC ou PEFC. Le PEFC sera privilégié car les forêts d'extraction sont généralement en Europe, contrairement au FSC.

Les certificats seront remis.

2.2 Autres matériaux de construction

Pour chaque entreprise, il sera privilégié au moins un produit par catégorie de matériaux, issu d'une source d'approvisionnement dite « responsable ».

Les matériaux concernés sont :

- Bois et produits à base de bois
- Béton et ciments
- Métaux
- Pierre et agrégats
- Matériaux à base de terre
- Plâtre
- Verre
- Plastiques, polymères, résines, peintures, produits chimiques et produits bitumineux
- Produits biosourcés
- Autre catégorie significative

3. Gestion des déchets de chantier

Les déchets de chantier représentent un enjeu significatif. Les objectifs de la loi 75-633, modifiée par la loi 92-646, intégrés dans les articles L.541-1 et L.541-2 du code de l'environnement, visent à réduire leur production, assurer leur valorisation et prévenir des risques sanitaires et environnementaux.

La gestion des déchets sur les chantiers est à ce titre un point très sensible qui nécessite une formalisation spécifique, retranscrite dans le SOGED.

Ce SOGED est à réaliser par l'entreprise titulaire du marché et qu'elle doit signer. Ce document est contractuel du marché que l'entreprise mandataire s'engage à respecter dans sa totalité. L'entreprise titulaire doit estimer leurs quantités de déchets qui seront produits sur le chantier.

Un modèle de SOGED sera intégré en annexe de la charte en phase PRO. La quantité de déchets de chantier valorisés, hors déchets de terrassement ; elle devra **être supérieure, en masse, à 50 % de la masse totale des déchets générés.**

3.1 Déchets de démolition

La charte de chantier prend en compte les déchets liés à la phase de démolition, et notamment aux objectifs de valorisation de déchets.

3.2 Réduction des déchets à la source

Calepinage

L'équipe de maîtrise d'œuvre a élaboré la conception de l'ouvrage en optimisant l'utilisation des produits et matériaux pour limiter les déchets. L'entreprise doit tenir compte de ce critère dans la sélection des fournitures.

Réduction des emballages

Dans la même logique de réduction des déchets, l'entreprise négocie avec ses fournisseurs la réduction des emballages pour la fourniture des composants de la construction. Un encart spécifique, concernant la réduction des emballages, doit être inséré aux consultations des sous-traitants.

Réservation

En construction, les reprises par manque de réservation s'avèrent une source significative de pollution et de nuisance (bruit, poussière). **Les reprises sont limitées au maximum** sur ce chantier et les entreprises fournissent les plans précis des réservations en temps utile.

Terrassement

Si le terrassement produit essentiellement des déchets inertes, il convient de limiter la pollution engendrée par l'évacuation. La terre réutilisable sur le site est stockée sur place. On rappelle que les déchets végétaux (souches d'arbres notamment) sont valorisables et doivent être séparés de la terre. Avant l'évacuation des terres, il est réalisé une analyse pour vérifier que ces dernières ne sont pas polluées.

3.3 Filières locales / traitement des déchets de chantier

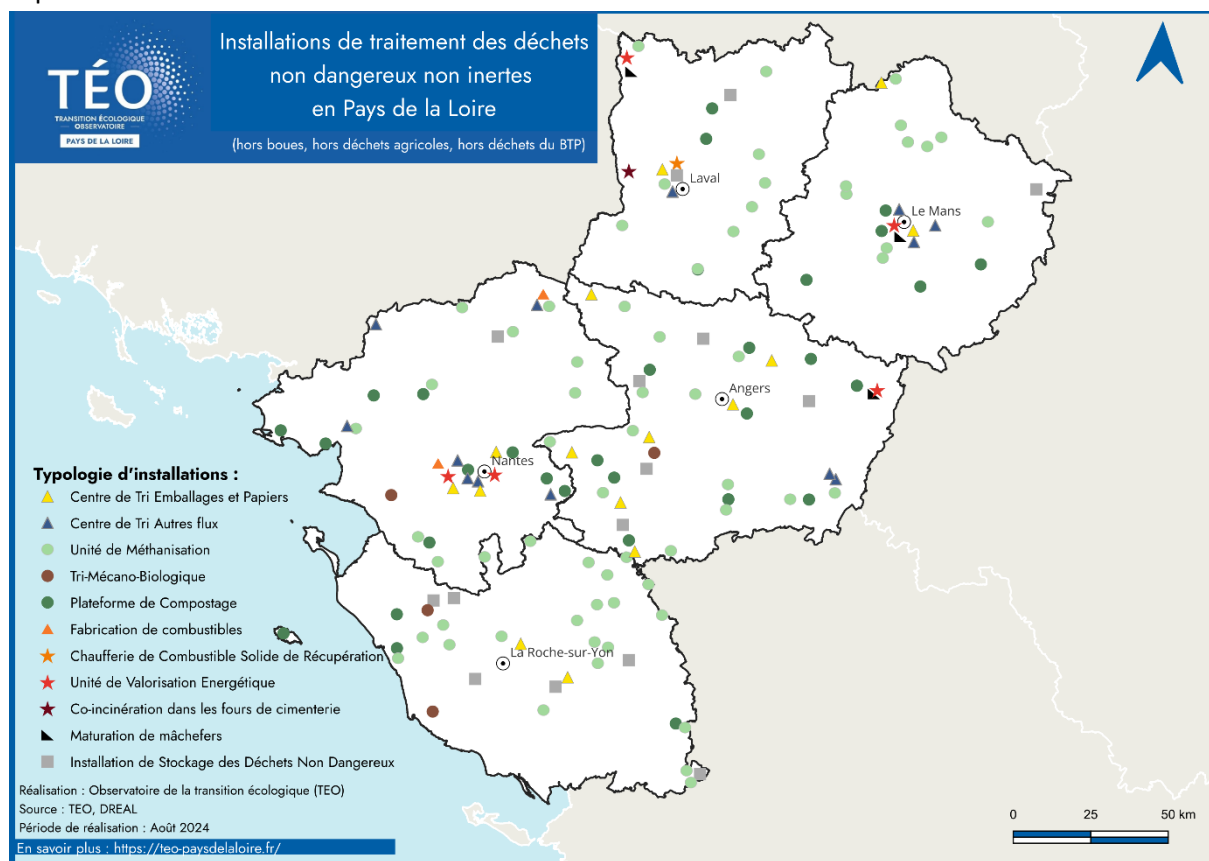
Voici quelques exemples de sociétés de traitement de déchets reconnue et à proximité du chantier. L'entreprise mandataire pour la gestion des déchets devra vérifier les taux de valorisation du prestataire sélectionné en lien avec les objectifs de la présente notice :

Société de traitement des déchets	Localisation	Distance depuis le chantier
BATI RECYCLAGE	ZI du Bois Imbert 85280 LA FERRIERE	42,72 km
DECHETERIE PRO BRANGEON LES HERBIERS	18 LA TREBUSSONNIERE - 85500 LES HERBIERS	77,78 km

3.4 Filières locales / traitement des déchets d'activités

La région des pays de la Loire est engagée pour une meilleure gestion des déchets que ce soit ménagers ou les déchets du BTP. La région a voté une loi pour la prévention et la gestion des déchets en 2019. Cette loi comprend un plan d'action qui est contrôlé par l'observatoire TEO.

La TEO a recensé tous les centres de tri et de traitements des déchets dans les pays de la Loire. Ils sont représentés sur la carte ci-dessous :



3.5 Tri et valorisation des déchets

Le détail du tri et de la valorisation des déchets est fourni dans le SOGED en annexe.

Pour cette opération, l'estimation des déchets produits lors de la phase de construction devra être réalisé par toutes les entreprises en début de chantier, l'entreprise titulaire du lot 01 devant en faire la synthèse. Cette quantité estimée devra apparaître dans le SOGED, dont un exemple est présent en annexe.

Le tri des déchets s'effectuera sur place via des bennes différenciées selon les 7 flux conformément au décret n°2021-950:

- Papiers et cartons
- Métaux
- Plastiques
- Verres
- Bois
- Fraction minérale comme béton, briques, tuiles, céramique, ...
- Déchets de plâtre

La quantité de déchets de chantier valorisés, hors déchets de terrassement ; devra être supérieure, en masse, à 50 % de la masse totale des déchets générés.

3.6 Signalétique

Une signalétique spécifique au type de déchet sera placée sur les bennes de collecte. Pour simplifier la compréhension, des pictogrammes sont associés au code proposé par la FFB (Fédération Française du Bâtiment).

Déchets inertes



Déchets non dangereux, non inertes



Déchets dangereux



3.7 Stockage des déchets

Les zones de stockage des déchets seront clairement **indiquées sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)** aux différentes phases de l'opération. Ils seront répartis dans des contenants dédiés aux déchets non-dangereux, aux déchets dangereux solides et aux déchets dangereux liquides.

➤ Déchets non dangereux :

Des bennes ouvertes pour des déchets de type gravats ou fermée pour les déchets d'emballages.

La zone de bennes devra être délimitée par des plots amovibles selon la note d'organisation.



➤ **Déchets dangereux :**

Les déchets dangereux seront stockés dans des bacs (déchets solides) ou des fûts (déchets liquides), stockés sur des bacs de rétention.



3.8 Elimination des déchets

Pour la présente réalisation, la gestion des déchets est organisée collectivement, sous la responsabilité du Responsable Environnement. Chaque entreprise a la responsabilité d'assurer le tri de ses déchets et de les déposer dans les bennes prévues à cet effet.

Pour faciliter cette tâche, la formation du personnel est obligatoire. Elle est dispensée par le Responsable Environnement qui délivre, à cette occasion, un livret d'accueil rappelant les règles à respecter et la signalétique (§ 2.4).

Le traitement des déchets doit favoriser la valorisation matière. Pour cette opération, **la quantité de déchets de chantier valorisés, hors déchets de terrassement ; devra être supérieure, en masse, à 50 % de la masse totale des déchets générés . (Exigence programmatique).**

Rappels :

- ✓ Le brûlage sauvage constitue une infraction au code de l'environnement.
- ✓ L'enfouissement des déchets, en particulier dans les fouilles et tranchées de chantier, est également interdit ; il en est de même pour l'abandon. Ces dispositions découlent directement de l'article 2 de la loi 75-633.

3.9 Traçabilité

Tous les déchets font l'objet d'un bordereau de suivi (BSD) dont un exemplaire dûment émargé par les différents acteurs (producteur – transporteur – éliminateur), est consigné dans le registre.

Rappels :

- ✓ Les produits dangereux font l'objet du bordereau CERFA 12571 et annexes lorsqu'il y a regroupement (décret 2005-635) ;
- ✓ Les autres déchets font l'objet du bordereau établi conjointement par l'ADEME et la FFB.

4. Réduction des nuisances et pollutions

Comme le stipule la loi 75-633 du 15 juillet 1975 relative à *l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux*, les entreprises sont tenues d'éliminer les risques d'atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement. L'application de cette règle entraîne les dispositions qui suivent.

4.1 Bruit

La maîtrise des nuisances sonores est particulièrement inscrite dans les textes législatifs de la loi 92-1444, relative à la lutte contre le bruit et de l'Arrêté du 22 mai 2006 visant les émissions sonores des matériels extérieurs aux bâtiments. L'entreprise responsable de l'application de la présente charte devra établir un planning « bruit » mettant en évidence leur volonté de regrouper les tâches bruyantes.

Matériel et équipement

Le premier objectif de la législation sur la maîtrise du bruit sur le chantier vise à protéger la santé du personnel et se traduit par la réduction du niveau de bruit des engins. La démarche d'amélioration de la qualité environnementale élargit cette disposition au voisinage du chantier.

Les niveaux de bruit à respecter sur le site sont précisés dans le tableau suivant :

Niveau de bruit	[dB]
Des engins à 10 [m]	< 85
Aux alentours du chantier	< 75

Ils sont accompagnés des prescriptions suivantes :

- Matériels électriques en remplacement des matériels pneumatiques,
- Utilisation de banches à serrage,
- Interdiction des reprises,
- Emploi de talkies-walkies,
- Organisation des circulations sur le chantier pour limiter le klaxon de recul des véhicules.

En signant cette charte les entreprises s'engagent à respecter la réglementation acoustique en vigueur (*cf. textes réglementaires rappelés ci-dessus*).

Rappel :

- En cas de doute, la MOE ou l'AMO peut exiger qu'une métrologie soit mise en place pour vérifier le respect des exigences.

Horaire et circulation

Néanmoins, un chantier reste perturbant pour le voisinage. Pour atténuer les nuisances sonores, il est convenu les dispositions suivantes :

- Horaires et jours du chantier : **à préciser en phase préparation**,
- Planification des tâches bruyantes,
- Mise en place d'un plan de circulation conformément à la zone d'aménagement,

L'horaire du chantier et le plan de circulation sont communiqués aux entreprises et leurs fournisseurs, ainsi qu'aux riverains.

4.2 Protection du sol et des eaux

En premier lieu, la protection du sol et des eaux devra se faire en cohérence avec les actions de pompage lors des terrassements et de la réalisation de l'infrastructure.

Pour assurer la protection du sol et des eaux, il est retenu les prescriptions ci-après :

- L'aménagement d'aires étanches avec dispositif de récupération des effluents accidentels pour leur élimination comme déchets :
 - Aire de stationnement des véhicules des entreprises,
 - Aire pour la vidange des engins,
 - Aire pour le stockage des déchets,
 - Aire pour le stockage des matières premières dangereuses.
- La mise en place de bacs de rétention sous les stockages de déchets dangereux liquides, dont la contenance est au moins égale à celle desdits stockages.
- La récupération des laitances des produits hydrauliques (exemple : fabrication du béton sur place ou lavage des goulottes pour le béton prêt à l'emploi). Après décantation, les boues sont collectées comme des déchets inertes ; les eaux sont raccordées au réseau d'assainissement selon les modalités définies par le prestataire chargé de l'assainissement.
- Le lavage des roues des véhicules avant la sortie du chantier. Les eaux boueuses sont décantées ; la boue est ensuite éliminée dans la catégorie des déchets inertes et les eaux de lavage sont raccordées au réseau d'assainissement selon les modalités définies par le prestataire chargé de l'assainissement. Dans la période précédant la mise en place de l'aire de lavage, il convient de prévoir le nettoyage quotidien des voiries.
- La récupération des eaux de ruissellement. Après décantation, les boues sont éliminées avec les déchets inertes et les eaux raccordées au réseau d'assainissement selon les modalités définies par le prestataire chargé de l'assainissement.
- L'utilisation d'huile de décoffrage biodégradable.
- La mise en place d'une aire de lavage des toupies béton.
- La disposition sur le chantier d'un kit de dépollution, en cas de déversement accidentel.

Il ne sera pas utilisé de produits chimiques inscrits sur les listes de l'Annexe 17 du règlement REACH ni des annexes 1 et 2 du règlement 850/2014 (convention de Stockholm).

4.3 Prévention de la pollution atmosphérique

Pour éviter les pollutions atmosphériques, les précautions suivantes sont exigées :

- Des filets ou couvercles sur les bennes pour éviter l'envol des produits légers et de la poussière ;
- L'interdiction de réaliser des réservations avec des produits légers pour la même raison de dispersion dans l'atmosphère lors de l'opération de retrait ;
- L'arrosage des sols lorsque le temps est sec, pour limiter la poussière dans l'atmosphère ;
- La limitation de la vitesse des véhicules sur le chantier.
- La mise en place de charbon de bois, pour l'utilisation des barbecues.

4.4 Clôture

Le chantier doit être clos sur la totalité du site et les clôtures entretenues tout au long de l'opération.

Le type de clôture (ouverte ou non à la vue du public, ou encore un mixage des deux solutions) est validé par l'Aménageur (le cas échéant) et par le maître d'ouvrage en fonction de l'image qu'il souhaite véhiculer.

Les dispositions nécessaires au gardiennage du chantier, hors des heures de fonctionnement, sont également précisées.

Les clôtures doivent respecter les exigences locales.

4.5 Protection de la faune et la flore

L'entreprise doit limiter au maximum l'éclairage la nuit pour éviter les collisions des oiseaux et perturbations lumineuses. Lors des travaux de nuit, l'éclairage devra être de faible intensité et orienté vers le bas ;

Les arbres existants sur le site qui sont conservés doivent être protégé avec une barrière ou palissade située à une distance du tronc équivalent à la moitié de la hauteur du tronc.



Exemple de protection d'arbres

5. Suivi des impacts du chantier

5.1 Consommation d'énergie

La recherche de la réduction des consommations énergétiques du bâtiment (sous-objectif énergie) ne vise pas le chantier. Pour autant, dès la phase de réalisation, les entreprises prennent les dispositions pour réduire les gaspillages énergétiques sur le chantier.

Les cantonnements sont pourvus d'installations climatiques équipées d'un programmeur d'intermittence.

Mise en place d'un comptage permettant de séparer chantier et cantonnement. Il est établi un relevé hebdomadaire des consommations suivant le tableau annexé, intitulé « consommations de chantier ».

Si la durée du chantier est supérieure à 24 mois, les cantonnements devront respecter la réglementation thermique en vigueur.

5.2 Consommation d'eau

Comme pour l'énergie, le chantier est souvent le siège de gaspillage d'eau. Une vanne générale est installée au voisinage du cantonnement ; la coupure est quotidienne sous la responsabilité du « Responsable Environnement » par une procédure signée par le responsable du chantier ou par la mise en place d'une électrovanne.

Mise en place d'un comptage permettant de séparer chantier et cantonnement. Il est établi un relevé hebdomadaire des consommations suivant le tableau annexé, intitulé « consommations de chantier ».

La gestion de la base de vie se fera dans les conditions préservant l'environnement. Des dispositions propres aux conditions d'intervention du personnel seront prises leur assurant également au niveau de confort suffisant :

- Les cabinets d'aisances et les douches seront installés si possible en rez-de-chaussée,
- Les planchers des locaux seront étanches afin d'éviter les écoulements intempestifs au sol,
- Les canalisations des eaux usées et des eaux vannes seront raccordés au système d'assainissement et devront respecter la réglementation sanitaire départementale en la matière,
- La robinetterie des lavabos, douches et éviers éventuels seront équipés d'économiseur d'eau,
- Les cuvettes de WC seront équipées de boutons doubles commande 3/6 litres.

6. Sensibilisation et information

6.1 Sensibilisation du personnel

Pour atteindre les objectifs fixés par la charte « chantier propre », il convient d'assurer la sensibilisation de tout le personnel du chantier avant son intervention sur l'opération.

La sensibilisation du personnel est assurée par le « Responsable Environnement », et peut être réalisée lors de ¼ QSE (Qualité Sécurité Environnement) ou lors de réunions spécifiques dédiées, à minima sur les sujets suivants :

- Gestion des déchets sur site (type de déchets, bennes utilisées, signalétique...),
- Gestion des consommations énergétiques (chantier et cantonnements),
- Utilisation du kit de dépollution,
- Utilisation des produits dangereux (stockage, FDS...),
- Nuisances sur le chantier (bruits, odeurs...),
- Explication du livret d'accueil,

A cette occasion, il est remis un livret d'accueil largement iconographié, qui reprend toutes les règles de conduite à tenir sur le chantier. La liste des participants, dûment émargée, est intégrée dans le registre du chantier.

- En cas de demande, AGI2D peut participer et animer une ou plusieurs réunions de sensibilisation pour épauler l'entreprise dans son exposé environnemental.

Rappel :

Il est utile de préciser que le temps de ces interventions, est comptabilisé dans l'offre des entreprises.

6.2 Information du voisinage

Le législateur a souhaité informer et consulter la population pour rendre les politiques d'urbanisme plus claires et plus démocratiques (loi SRU du 13 décembre 2000). La démarche d'amélioration de la qualité environnementale emprunte cette disposition pour limiter les impacts négatifs du chantier sur la population, en particulier vis-à-vis des riverains.

Il convient de programmer des réunions de sensibilisation des riverains et des élus locaux. La première est effectuée avant le démarrage du chantier pour présenter l'opération et l'organisation générale. Ainsi les éventuelles doléances peuvent être prises en compte pour faire évoluer favorablement les dispositions retenues.

Une seconde réunion est organisée à la fin de l'intervention du gros œuvre pour faire un premier bilan et apportée d'éventuelles améliorations au processus. Enfin, une troisième réunion se réalise lors de la période de réception.

Les réunions sont organisées par le maître d'ouvrage (réservation d'une salle, convocations...) qui préside les séances, mais c'est l'équipe de maîtrise d'œuvre qui assure les présentations. Au-delà de la sensibilisation, il appartient au maître d'ouvrage de profiter de ces contacts pour compléter la réunion par des actions de communication (visite, manifestation...).

Pour assurer la continuité des relations avec le public, il est disposé une boîte à lettres accessible en limite de propriété du chantier ainsi qu'une adresse électronique. Toutes les observations, remarques

et doléances sont collectées dans le registre et la maîtrise d'ouvrage s'engage à fournir une réponse écrite dans les huit jours qui suivent leurs dépôts.

Afin d'informer un large panel de riverains, la démarche « chantier propre » et/ou la certification du chantier, apparaîtront sur le panneau de chantier.

7. Sanctions

Des pénalités seront appliquées à l'ensemble des entreprises titulaires du marché en cas de non-respect d'un ou de plusieurs points de la présente charte de chantier.

Type d'infraction	Montant de la pénalité (HT)	Application
Brûlage des déchets	1 500 €	Infraction constatée
Enfouissement	1 500 €	Infraction constatée
Manquement au tri des déchets	1 500 €	Infraction constatée / jour de retard
Absence aux séances de sensibilisation	1 500 €	Infraction constatée
Non-respect des horaires de chantier	1 000 €	Infraction constatée
Non-respect du plan de circulation	1 000 €	Infraction constatée
Stationnement des véhicules en dehors des zones étanches	1 000 €	Infraction constatée
Stationnement des véhicules, moteur allumé	1 000 €	Infraction constatée
Stockage des produits dangereux en dehors des zones réservées	1 000 €	Infraction constatée / jour de retard
Pollution des sols ou des eaux, non traitées	1 000 €	Infraction constatée / jour de retard
Végétation détériorée	500 €	Infraction constatée
Salissures de la voie publique	500 €	Infraction constatée / jour de retard
Absence d'arrosage des sols, par temps sec	500 €	Infraction constatée
Stockage en dehors des espaces prévus	500 €	Infraction constatée / jour de retard
Non-respect de la réglementation acoustique	500 €	Infraction constatée (mesures)
Absence de la production ou bordereaux incomplets du suivi des déchets	200 €	Infraction constatée / jour de retard
Propreté du chantier et des abords	200 €	Infraction constatée / jour de retard
Documents administratifs, inclus à la charte, non fournis	100 €	Par jour de retard*
Charte non signée	50 €	Par jour de retard*

* Après 3 rappels inscrits aux comptes rendu de « chantier à faible impact »

Les pénalités s'appliquent en totalité à l'entreprise concernée. Lorsque l'auteur de l'infraction n'est pas identifié, les pénalités sont affectées aux différentes entreprises présentes sur le chantier selon la

règle du prorata de la répartition des frais de gestion des déchets². Dans le cas où l'infraction est consécutive à la carence de la maîtrise d'œuvre, un tiers du montant des pénalités est affecté au maître d'œuvre.

Les personnes habilitées à constater les infractions sont en priorité le « Responsable Environnement », le maître d'œuvre d'exécution ainsi que le maître d'ouvrage et son éventuelle assistance.

Les pénalités définies ne sont pas exclusives des autres pénalités, des amendes, des coûts de remise en état et des indemnisations liées aux préjudices. Le montant des pénalités est affecté à l'amélioration de la qualité environnementale de l'opération par le maître d'ouvrage qui portera à connaissance leurs affectations.

² Le coût de l'organisation de la gestion des déchets n'est pas être intégré dans le compte prorata habituel dont le mode de répartition, fonction du montant des marchés, ne reflète pas la part de chaque entreprise dans le coût d'élimination des déchets.

8. Engagement

Pour appuyer son engagement environnemental, l'entreprise consent à réaliser, conjointement à la présente charte, un PAE (Plan d'Assurance Environnement) spécifique à ce chantier et reprenant l'ensemble des considérations environnementales au sein de sa structure.

Je soussigné, M/MME, représentant l'entreprise, avoir pris connaissance de l'ensemble des préconisations environnementales énoncées dans cette charte et les appliquer pour ce chantier.

Signature :

Fait-le :

Signature des sous-traitants :

9. Exemple de SOGED

1) PREAMBULE

Les déchets sont devenus une problématique internationale, tant pour les risques encourus (sanitaire, incendie, explosion, etc...) que pour le foncier utilisé et les nuisances provoquées (vue, odeur...). De plus, les déchets se révèlent une ressource, soit par réutilisation directe, soit par valorisation (matières premières secondaires, énergie).

En France, la production annuelle des déchets est estimée à 345 [Mt] (Commissariat Général au Développement Durable – 2012) avec une contribution massive du secteur de la construction qui représente 246,7 [Mt], soit 71,5 %. Dès lors, on comprend aisément que les professionnels du secteur soient particulièrement concernés.

2) OBJECTIF DU SOGED

Le SOGED consiste à préciser les **règles établies quant à la gestion collective des déchets du chantier**. Il s'adresse à tous les acteurs, du maître d'ouvrage aux prestataires, en intégrant évidemment la maîtrise d'œuvre et les entreprises. Il convient que les dispositions mises en place soient également validées par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS).

Les exigences du présent SOGED prolongent les obligations réglementaires. Elles ne peuvent pas faire obstacle aux lois et décrets d'application nationale et aux arrêtés ministériels, préfectoraux ou municipaux. De même, dans le cas d'une certification de l'opération, les exigences de cette dernière priment sur le présent SOGED. Enfin, si l'entreprise qui gère les déchets sur le chantier bénéficie d'une certification ISO 14001, il conviendra alors d'harmoniser les présentes exigences avec son propre cahier des charges lors de la phase de préparation du chantier.

3) CONTEXTE LEGISLATIF

La réglementation en vigueur s'appuie sur les articles L.541-1 et suivants du code de l'environnement qui ont intégré la transposition de la directive européenne 2008/98/CE par l'ordonnance 2010-1779.

Ces nouvelles dispositions ajustent les anciennes lois nationales (75-633 modifiée par 92-646), notamment en précisant la hiérarchie à respecter :

- préparation en vue de la réutilisation,
- recyclage,
- valorisation matière,
- Valorisation énergétique,
- élimination.

L'objectif européen global vise à réduire de 70 % la quantité de déchets en stockage à l'horizon 2020.

4) ORGANISATION DU DOCUMENT ET OBJECTIFS DE VALORISATION

Ce document est un complément à la charte chantier à faible impact. Il précise les attentes relatives au SOGED.

La quantité de déchets de chantier valorisés, hors déchets de terrassement ; devra être supérieure, en masse, à 50 % de la masse totale des déchets générés.

5) GESTION DES DECHETS

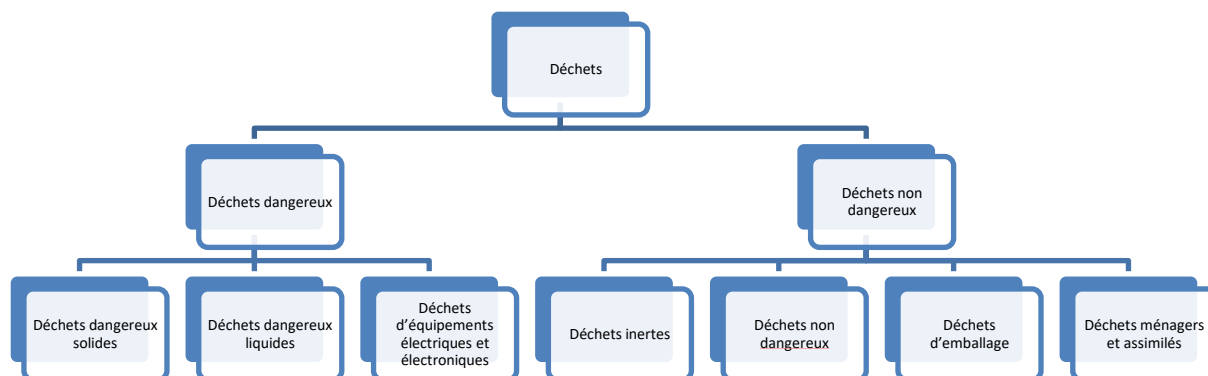
a) Classement des déchets

Au sens de la réglementation, on distingue deux grandes catégories de déchets :

- les déchets dangereux (DD), anciennement connus sous le sigle DIS (Déchets Industriels Spéciaux) qui se décomposent eux-mêmes en trois groupes :
 - les DD solides,
 - les DD liquides,
 - les DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques).

A noter que les déchets dangereux sont repérés administrativement par le décret 2002-540 par la présence d'un astérisque en face de la rubrique concernée.

- les déchets non dangereux (DND), précédemment appelés Déchets Industriels Banals (DIB), qui s'articulent en quatre types :
 - les déchets inertes (DI),
 - les déchets non dangereux (DND) valorisables ou non,
 - les déchets d'emballage (DE),
 - les déchets ménagers et assimilés (DMA) qui eux-mêmes font l'objet d'une subdivision : verre, emballages, ordures ménagères (OM).



Pour plus de détails, on se réfère utilement au document « mieux gérer les déchets de chantier de bâtiment » publié par la FFB (annexe 4).

b) Estimation de la production de déchets

Les entreprises, ou l'entreprise générale, doivent préciser (Tableau quantitatif Annexe 1) leur quantité estimative des déchets indiqués lors de la consultation des entreprises ainsi que les coûts d'élimination des déchets.

L'estimation des déchets a pour but d'optimiser, l'organisation des bennes à mettre en place et de déterminer l'enveloppe budgétaire précise de cette gestion.

c) Signalétique

Une signalétique spécifique au type de déchet sera placée sur les bennes de collecte. Pour simplifier la compréhension, des pictogrammes sont associés au code proposé par la FFB (Fédération Française du Bâtiment).





DD :



DMA :

Logos élaborés par la FFB

d) Suivi et traçabilité des déchets

A chaque collecte, un Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux (BSDD) réglementaire (Cerfa : 12571*01 – Annexe 2) sera renseigné et signé par le Responsable Environnement pour ce type de déchets. L'exemplaire initial et l'exemplaire en retour de l'éliminateur sera conservé dans le classement du registre environnemental.

Ce document est disponible en ligne <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R14334>.

Les déchets non dangereux font l'objet du même traitement avec un bordereau similaire (annexe 3), à l'exception des déchets ménagers ou assimilés collectés directement par la collectivité dès l'enregistrement de la déclaration de chantier.

Chaque trimestre, le responsable environnement établit un bilan des déchets évacués et procède à un bilan définitif lors de la réception.

e) Déchets dangereux

Sauf dérogation dans les CCTP, l'utilisation de produits dangereux sur le chantier est normalement interdite, la production doit être très réduite.



On dispose sur le chantier de deux containers destinés aux déchets dangereux solides et liquides (cf. paragraphe 5.1). Ils sont clairement indiqués sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC) aux différentes phases de l'opération. Ces containers sont installés sur un espace étanche et protégé avec une capacité de rétention au moins égale à celle de la capacité du fût destiné aux déchets dangereux liquides.

Pour rappel, les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) nécessitent également d'un container spécifique, conformément au décret 2013-988 (exemples : piles et accumulateurs, tubes fluorescents, équipements électroniques de régulation, de sécurité incendie, etc...).

On identifiera les filières susceptibles de les valoriser et dans le cas d'une élimination, les déchets sont évacués dans une installation ISDD (Installation de Stockage des Déchets Dangereux), anciennement CTE (Centre Technique d'Enfouissement) de classe 1.

Avant chargement, les déchets devront être ensachés, conditionnés et palettisés filmés, dans les conditions fixées par la réglementation.

Chaque entreprise est chargée de déposer ses déchets dangereux dans les contenants correspondants.

f) Déchets non dangereux

Au même titre que les déchets dangereux, le chantier dispose d'une aire (ou plusieurs) de stockage des déchets non dangereux avec des bennes adaptées aux besoins en fonction de l'évolution du chantier (mais toutes les catégories sont présentes en permanence). A minima, on aménage des bennes pour les quatre catégories suivantes :

- Les **déchets inertes** (DI) dont la définition a été précisée par la directive 1999/31/CE : « déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique. Ils ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine ». Un arrêté du 15 mars 2006 liste concrètement les matériaux qui rentrent dans cette catégorie ; une autre voie, plus simple pour les entreprises, consiste à se reporter au guide « mieux gérer les déchets de chantier de bâtiment » publié par la FFB. On recherchera les filières permettant la valorisation de ces

derniers et l'élimination est réalisée dans les ISDI (Installations de Stockage des Déchets Inertes), anciennement centre technique d'enfouissement (CTE) de classe 3.

- Les **déchets non dangereux non inertes** (DND) qui, par opposition aux déchets inertes, peuvent brûler, produire des réactions chimiques, physiques ou biologiques, mais ne présentent pas de caractère dangereux ou toxique vis-à-vis de la santé humaine ou de l'environnement. On peut se reporter utilement aux indications publiées le guide de la FFB cité précédemment. En fonction de la nature de l'opération, on suggère de décomposer cette catégorie en plusieurs bennes pour faciliter la revalorisation (exemples : bois non traité, acier...). On recherche les filières de valorisation, soit matière, soit énergétique avant de procéder à une évacuation dans les Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND), anciennement CTE de classe 2.
- Les **déchets d'emballage** (DE) qui nécessitent, dès une production supérieure à 1 100 [l*semaine⁻¹], une séparation et une démarche de valorisation. Dans le cas d'une opération qui se répute « environnementale », il convient d'**exiger cette disposition dès le premier litre**.
- Les **déchets ménagers et assimilés** (DMA) et plus particulièrement les ordures ménagères (OM) relatifs aux consommations du personnel sur le chantier. En théorie, ces derniers sont collectés par la collectivité dès que la déclaration de chantier a été formalisée. Dans ce cadre, et selon les règles locales, **il y a lieu de distinguer les déchets de verre, de ceux des emballages et du reste des déchets**.

g) Exigences complémentaires et interdictions

Les bennes sont équipées de dispositifs pour éviter l'envol des produits légers, soit par des filets de protection maintenus en place, soit par des rideaux télescopiques.

De préférence, les bennes ne sont pas installées en bordure de chantier afin d'éviter d'être le siège d'un dépôt pour le voisinage, notamment au cours du week-end. On profite d'ailleurs de cette remarque pour proposer une collecte plus favorable le lundi matin qu'en fin de semaine.

Le brûlage sauvage constitue une infraction au code de l'environnement. Une exception à cette règle concerne des bois et matériaux contaminés par des insectes xylophages qui nécessitent une incinération sur place ou une mise en container étanche avant le transport si le brûlage est impossible.

L'enfouissement des déchets, en particulier dans les fouilles et tranchées de chantier, est également interdit ; il en est de même pour l'abandon.

h) Frais de gestion des déchets

Les frais induits par la gestion des déchets de chantier sont intégrés dans la proposition de l'entreprise responsable de cette activité. Les frais ne peuvent pas être intégrés au compte prorata (cf. recommandation T2-2000 pour la maîtrise d'œuvre publique et la norme NF P 03-00 pour le marché privé) et font l'objet d'une répartition entre les entreprises.

i) Sanctions

Chaque entreprise est responsable du tri de ses déchets, ainsi que du nettoyage de son poste de travail.

Les sanctions pour non-application des exigences formulées par le SOGED sont indiquées dans le CCAP et rappelées dans la charte chantier propre, intégrée au dossier marché.

Afin d'améliorer le tri des déchets sur le chantier, une procédure de déclassement de bennes est mise en place par l'éliminateur. Si la catégorie de déchets d'une benne se trouve être différente de celle indiquée sur le bon de livraison, elle transmet dans les 48h au Responsable Environnement une fiche d'anomalie associée à une photo horodatée par courriel. Un ¼h environnement spécifique pourra être réalisé afin d'éviter que cela se reproduise.

6) ANNEXES

Pour faciliter la tâche, le présent SOGED est accompagné de 3 annexes :

Annexe 1 : exemple de tableau d'évaluation des déchets de chantier.

Annexe 2 : bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) – Cerfa 12571*01.

Annexe 3 : exemple de bordereau de suivi des déchets non dangereux (source Ademe).

De plus, pour aider les entreprises, la FFB a mis un site à disposition afin d'identifier les éliminateurs locaux selon la nature des déchets : www.dechets-chantier.ffbatiment.fr.

10. ANNEXE 1 : Exemple de tableau de prévision des déchets de chantier

Précisez les catégories de déchets générés et les circuits d'évacuation utilisés. Exemples dans le tableau ci-dessous :

TYPE DE DÉCHETS	QUANTITÉ ESTIMÉE	FILIÈRE D'ÉLIMINATION	TYPE DE TRAITEMENT	MOYENS UTILISÉS	VALORISATIONS		JUSTIFICATIF
					Energétique	Matière	
<i>Précisez la nature des déchets que vous avez décidé de trier</i>	<i>Évaluez les quantités de déchets de votre chantier</i>	<i>Indiquez les coordonnées des filières</i>	<i>Précisez le devenir des déchets</i>	<i>Précisez le matériel utilisé</i>			<i>Indiquez quel justificatif vous pouvez produire concernant le dispositif mis en place</i>
Exemple : déchets inertes	XX m3	Concassage sur site	Réutilisation sur place		%	%	Tonnage concassé sur le site (n° compteur)
Exemple : bois	XX m3	Entreprise X	Valorisation sous forme de panneaux de particules	Benne de 12 m3	%	%	Bordereau de suivi de déchets industriels banals
Exemple : emballages de peinture	XX m3	Entreprise Y	Valorisation sous forme de combustible de substitution	Palette	%	%	Bordereau de suivi de déchets dangereux (rappel : document obligatoire)

11. ANNEXE 2 : BSD Déchets Dangereux (DD)



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° :	
1. Émetteur du bordereau <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (<i>joindre annexe 1</i>) <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (<i>joindre annexe 2</i>) <input type="checkbox"/> Autre détenteur N° SIRET : [][] [][] [][] [][][][] NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____	2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui (<i>cadres 13 à 19 à remplir</i>) <input type="checkbox"/> non N° SIRET : [][] [][] [][] [][][][] NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____ N° de CAP (le cas échéant) : _____ Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : _____
3. Dénomination du déchet Rubrique déchet : [][] [][] [][] [][] Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux Dénomination usuelle : _____	
4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)	
5. Conditionnement: <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) _____ Nombre de colis : _____	
6. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) _____	
7. Négociant (le cas échéant) N° SIREN : [][][][] [][][][] [][][][] NOM : _____ Adresse : _____	Récépissé n° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____
- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -	
8. Collecteur-transporteur N° SIREN : [][][][] [][][][] [][][][] NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____	Récépissé n° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Mode de transport : _____ Date de prise en charge : ____ / ____ / ____ Signature : _____ <input type="checkbox"/> Transport multimodal (<i>Cadres 20 et 21 à remplir</i>)
- DECLARATION GENERALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -	
9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau : Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : _____ Date : ____ / ____ / ____	
- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -	
10. Expédition reçue à l'installation de destination N° SIRET : [][][][] [][][][] [][][][] NOM : _____ Adresse : _____ Personne à contacter : _____ Quantité réelle présentée : _____ tonne(s) Date de présentation : ____ / ____ / ____ Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : _____ Signataire : _____ Signature et cachet : _____ Date : ____ / ____ / ____	11. Réalisation de l'opération : Code D/R : _____ Description : _____ Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : _____ Date : ____ / ____ / ____ Signature et cachet : _____
12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01) : Traitement prévu (code D/R) : _____ N° SIRET : [][][][] [][][][] [][][][] NOM : _____ Adresse : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____	

L'original du bordereau suit le déchet.

12. ANNEXE 3 : Exemple BSD Déchets Non Dangereux (DND)

BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT déchets non dangereux et déchets inertes

Bordereau n°

1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise) :

Dénomination du maître d'ouvrage :	Nom du chantier :
Adresse :	Lieu :
Tél : fax :	Tél : fax :
Responsable :	Responsable :

2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise):

Raison sociale de l'entreprise :	Date :
Adresse :	Cachet et visa :
Tél : fax :	
Responsable :	

Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Plateforme de regroupement <input type="checkbox"/> Compostage <input type="checkbox"/> Installation de stockage de déchets non dangereux <input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Recyclage matière <input type="checkbox"/> Chaufferie bois <input type="checkbox"/> Incinération (usine d'incinération) <input type="checkbox"/> Installation de stockage de déchets inertes Autre :				
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U	capacité	Taux de remplissage
.....	.....	.....	.....	.....	1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/>

3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur – transporteur sauf si identique entreprise) :

Collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date :
Nom :		Cachet et visa :
Adresse :		
Tél / Fax :		
Responsable :		

4. VALORISATEUR / ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire –valorisateur / éliminateur) :

Valorisateur / éliminateur :	Site de réception (adresse)		Date :
Nom : .....	.....		Cachet et visa :
Adresse : .....	.....	
Tél / Fax :	Unité	Quantité reçue	
Responsable : .....	.....	.....
Qualité du déchet :	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Mauvais		

Source Ademe